

CSSMM

91M

D.P.J. Evaluation-Orientation
art. 40
410 Bellechasse, Montréal
H2S - 1X3 P.Québec.

Montréal le 6 mai 1982.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président
Commission Parlementaire Spéciale
de la Protection de la Jeunesse

Monsieur,

En date du 4 mai dernier, alors que vous siégiez, avec vos collègues de la Commission Parlementaire Spéciale de la Protection de la Jeunesse, en audience publique au Palais de Justice de Montréal, j'ai pris l'initiative de faire une intervention au micro no. 1, pour tenter de répondre à l'interrogation première de votre Commission, à savoir, la pertinence de la Loi 24 face à la problématique délinquante.

Cependant, bien que mon discours ait, je crois, traduit de façon assez impérative tant pour la Commission Parlementaire que pour l'audience, la réalité et les contraintes qui gouvernent l'application de la Loi 24 en matière de délinquance, je n'ai pu, probablement en raison de la nervosité ou du contexte dans lequel je me trouvais, conclure en fonction de l'objet de mon propos, comme d'ailleurs je n'ai pas répondu aux sollicitations que vous me faisiez dans ce sens.

Conséquemment, face à ma propre insatisfaction, à celle de mes collègues ainsi qu'à la vôtre, qui sembliez attendre une voie de solution ou du moins une conclusion plus optimiste que celle que je n'ai pu, somme toute communiquer, j'apprécierai que vous preniez connaissance de la finalité de mon discours, moyennant le texte ci-joint, malgré le laps de temps déjà écoulé.

...2

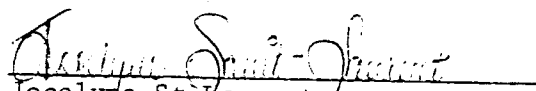
CENTRE DE
SERVICES SOCIAUX
DU MONTREAL
METROPOLITAIN

le 6 mai 1982

..2

En vous remerciant de l'intérêt que vous avez manifesté dans le cadre de la Commission Parlementaire, et de celui que vous apporterez à la présente, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes considérations les plus distinguées.

JST/fb


Jocelyne St-Laurent
Chef de division DPJ (art. 40)
Criminologue

RAPPEL ET CONCLUSION DE L'INTERVENTION FAITE LE
4 MAI 1982 relativement à la réalité et aux con-
traintes qui gouvernent l'application de la Loi
24 en matière de délinquance.

RAPPEL DE L'INTERVENTION:

Ma communication stipulait les trois grands principes que détermine la Loi 24, à savoir: 1) les services à fournir à un client (rencontre, analyse sommaire, informations sur les droits et les interventions qui auront lieu); 2) les mesures applicables et 3) les modalités et procédures légales qui gouvernent toute décision.

Les deux premiers principes étant reconnus comme très valables parce que s'adressant à une clientèle juvénile aussi bien délinquante qu'en situation de protection, je signalais à l'attention de la Commission que le 3e principe était celui qui s'avérerait le plus difficile d'application en matière de délinquance et qui soulevait depuis trois ans l'ire des citoyens.

A cet effet, les difficultés rencontrées m'apparaissaient être fonction d'une part des structures dont chaque palier d'intervention en matière de délinquance s'est doté depuis l'entrée en vigueur de la Loi 24 et, d'autre part du chevauchement de la Loi 24 et de la Loi des Jeunes Délinquants auquel toute procédure de saisie du Tribunal (judiciarisation) subordonne le règlement d'un cas de délinquance.

Au plan des structures, j'expliquais que nous ne pouvions dans un contexte de "structures linéaires" veillant à ce que puissent s'exercer les droits dévolus et reconnus aux juvéniles en matière de délinquance, faire l'opération C, sans au

préalable avoir fait les opérations A et B; à ce titre je précisais que dans le cas d'une délinquance mineure (ex: vol à l'étalage) ne requerrant pas nécessairement de recours au Tribunal de la Jeunesse, la Loi 24 nous obligeait à passer à travers au moins trois structures administratives différentes et à tenir compte de leurs contraintes et bureaucratie respectives avant d'en arriver à un règlement: ainsi, suite à la plainte d'une victime, j'expliquais que la structure policière intervenant pour faire enquête pouvait mettre plusieurs mois pour retracer et arrêter le contrevenant; une fois arrêté et signalé à la structure D.P.J., je faisais remarquer que le jeune contrevenant ne donnait pas nécessairement suite à la première convocation qu'il recevait; une fois rencontré, s'il reconnaît la matérialité du signalement dont il fait l'objet et qu'il est possible d'en arriver à une mesure volontaire quelconque, je mentionnais qu'il fallait soumettre cette solution à la structure P.D.M.J. à l'intérieur de laquelle il faut attendre la journée où le P.D.M.J. répondant du secteur urbain de l'adolescent peut se présenter avant de convenir avec ce dernier de la mesure pressentie. Je soulignais que ce n'est qu'après être passé par cet ensemble de structures administratives et sans compter tous les délais et toutes les tractations avec des tiers (victimes, groupes communautaires, etc...) pour opérationnaliser ladite mesure, que peut se finaliser toute l'intervention et rappelons-le, dans le cas d'une délinquance mineure.

Si d'aventure, la délinquance s'avère plus sévère (ex: vol qualifié) et s'associe à des comportements très agressifs requerrant le recours au Tribunal de la Jeunesse, je mentionnais que nous faisons face à une nouvelle structure qui se complexifie tant par le mode de fonctionnement qui lui est propre, du

moins à Montréal, que par le chevauchement de la Loi 24 et de la Loi des Jeunes Délinquants auquel nous sommes obligés de recourir.

Dans cette dernière perspective je faisais remarquer à la Commission Parlementaire, que la structure Tribunal de la Jeunesse constituait une autre structure administrative, intervenant après les structures policières, D.P.J. P.D.M.J., qui à Montréal et avec l'avènement de la Loi 24, probablement par souci d'efficacité et d'objectivité, s'est dotée d'une sous-structure, en compatimentant les auditions du Tribunal par chambres, à savoir des chambres de comparution, de procès, d'enquête, de décision, etc... . Ce faisant, et nonobstant toute la bureaucratie et les délais inhérents des structures préalables à travers lesquelles il faut avoir passé pour arriver au Tribunal de la Jeunesse, je notais que rendu à ce niveau, nous nous butions à la bureaucratie légale de cette sous-structure qui veut qu'un adolescent compareaisse devant un Juge A, et qu'il soit cité à son procès devant le Juge B, lequel une fois la matérialité des faits démontrée rendra une décision. Dans cette optique je faisais remarquer que si d'aventure, un adolescent fait l'objet de plusieurs saisies du Tribunal (judiciarisations), ce qui s'avère plus souvent qu'autrement le cas, il se retrouvait à comparaître, à moins que le hasard n'en décide autrement, devant les Juges A, B, C, D, etc... à des dates différentes et advenant des plaidoyers de non-culpabilité, à être cité à ses procès devant les Juges W, X, Y, Z, à autant de dates différentes. Or, il va de soi que tout bon délinquant, fort de cette constatation et tous les délais des procédures aidant (absence des témoins, absence de l'adolescent, avocat pas prêt à procéder, etc...) sait qu'un temps inouï se passera avant que ne soit prise une

décision dans son cas, les Juges W, X et Y souhaitant voir le Juge Z statuer sur ses dossiers avant de rendre une décision, bien que depuis trois ans l'on ait vu dans certains cas les Juges W, X, Y et Z rendre chacun leur décision respective, décisions inopérationalisables les unes par rapport aux autres.

Il est à remarquer que la situation que nous venons d'énoncer n'est pas plus le fait de la Loi 24 que de la Loi des Jeunes Délinquants; elle est le fait d'une structure d'administration de la justice qui dénonçant le principe du Juge unique, subjectif et paternaliste, a cru bon pour permettre aux juvéniles d'exercer leurs droits, de se constituer en chambres d'audition impersonnelles, objectives et multiples, de manière à ce que le Juge d'aujourd'hui, sans préjudice pour l'adolescent, rende une justice qui ignore celle que rendait son confrère hier dans le même cas.

Cet état de fait est d'autant plus contestable d'ailleurs, qu'il est propre au Tribunal de la Jeunesse de Montréal, lequel compte suffisamment de Juges en poste pour se permettre un tel fonctionnement. Ce faisant, et par comparaison avec les Tribunaux de la Jeunesse des autres districts judiciaires de la province, auprès desquels nous intervenons occasionnellement et qui en raison des secteurs géographiques qu'ils desservent ne peuvent se permettre la présence de plus d'un seul Juge, nous constatons que l'administration de la justice auprès des juvéniles donne lieu à une logique contradictoire: car si à Montréal, un adolescent peut sous prétexte d'une justice objective, se présenter devant plusieurs Juges pour chacune de ses récidives, dans les autres districts judiciaires de la province, par la force des choses, un adolescent doit malgré

ce beau principe, se présenter devant, toujours, le même et seul Juge "subjectif".

Enfin, le présent document me permettant de compléter ce que j'ai omis de communiquer lors de mon intervention du 4 mai 1982, je me permets d'aborder avant de conclure, le deuxième aspect de la structure du Tribunal de la Jeunesse, soit le chevauchement de la Loi 24 et de la Loi des Jeunes Délinquants, qui génère, nonobstant tout ce qui précède, ses propres difficultés.

Si comme nous l'avons souligné la Loi 24 nous oblige à procéder à travers trois structures administratives avant d'arriver au Tribunal de la Jeunesse, elle ne s'avère pas pour autant exclue du processus, même si à ce niveau, c'est la Loi des Jeunes Délinquants qui s'applique. A titre d'exemple, nous citerons trois situations-types dans le cadre desquelles il y a chevauchement, perte de temps et perte d'énergie. Première situation: si d'aventure une situation se rend jusqu'au Tribunal de la Jeunesse, que l'adolescent préalablement en détention est présent, que les parents rejoints par téléphone sont également présents, et que les parties sont prêtes à procéder, le Juge en vertu de l'article 76 de la Loi 24 s'enquerra dans un premier temps des "avis signifiés"; s'il appert qu'aucun "avis signifié" n'a été livré aux parents et ce malgré leur présence et renoncement possible à celui-ci, tel que le prévoit la Loi 24, pour poursuivre les procédures, en vertu de la Loi des Jeunes Délinquants, nous nous retrouverons devant un Juge qui refusera d'être saisi du dossier en vertu de l'article 76 de la Loi 24, malgré que la Loi des Jeunes Délinquants lui permette de procéder. Cette façon de faire nous oblige en

vertu de la Loi 24, à disposer de l'adolescent en attendant que les "avis signifiés" prévus par cette même loi soient signifiés, comme elle nous oblige à reproccéder la situation devant un autre Juge pour qu'enfin la Loi des Jeunes Délinquants s'applique.

Deuxième situation: Advenant qu'en vertu de la Loi des Jeunes Délinquants, un adolescent plaide non-coupable lors de sa comparution relativement aux chefs d'accusations dont il fait l'objet, et qu'il soit cité à son procès à une date ultérieure, le Juge peut en vertu de l'article 13 de la Loi des Jeunes Délinquants détenir cet adolescent dans l'intervalle; or, plutôt que d'appliquer cet article de loi, il confiera l'adolescent au D.P.J. afin qu'il en dispose, lequel advenant la sévérité des comportements du jeune et son refus d'être contraint de quelque manière que ce soit, nous obligera à le reproccéder en vertu de l'article 79 de la Loi 24, afin d'obtenir un hébergement obligatoire provisoire dans l'intervalle de l'audition de son procès, hébergement qui aurait pu être imposé dans un premier temps.

Troisième situation: Advenant un délit mineur et l'incapacité d'en arriver à une entente sur une mesure quelconque, en raison de la problématique d'un adolescent, nous pouvons procéder en vertu des prérogatives que nous confère l'article 60c) de la Loi 24, en judiciarisant le délit, lequel une fois la matérialité démontrée, permet d'informer le Juge de la problématique de l'adolescent et de le mesure pressentie qu'il refuse, mais que le Tribunal s'il le juge à propos peut imposer. Or, plutôt que les choses se déroulent selon cet ordre, nous nous retrouvons régulièrement devant des Juges qui ayant statué sur le délit somme toute mineur, et ayant entendu les doléances des

parents relativement aux problèmes de comportements de l'adolescent, sine die le dossier en demandant que la cause soit reprocédée en vertu de l'article 38g) de la Loi 24.

Bien que nous comprenions la pertinence des articles 76, 79 et 38 voire même 95 dans les situations de protection que vise la Loi 24, parce que ce sont les seuls et uniques articles de loi qui interviendront au Tribunal de la Jeunesse dans de tels cas, nous déplorons cependant la présence de ceux-ci quand ils interviennent dans l'unique but de chevaucher et de contrecarrer des procédures qui en vertu de la Loi des Jeunes Délinquants, si elle était la seule à être appliquée, aurait donné les mêmes résultats, les délais et les aberrations en moins.

CONCLUSION DE L'INTERVENTION:

Compte tenu de l'espace déjà consacré au "rappel" de mon intervention, et en raison des deux situations soulevées, à savoir, les multiples structures administratives d'intervention et le chevauchement de certaines procédures légales, comme étant les deux principes majeurs qui subordonnent et handicapent toute l'application de la Loi 24 en matière de délinquance, je serai concise dans la conclusion que j'ai à émettre et qui m'apparaît somme toute se déduire assez logiquement de mon propos.

D'une part, pour avoir connu le système antérieur à la Loi 24, dans lequel seule la Loi des Jeunes Délinquants s'appliquait

et nonobstant les délais inhérents à l'audition des causes qui dans tout système de justice, toute chose restant égale, demeurent les mêmes (temps pour entendre des témoins, pour entendre les parties, etc...) j'avancerais qu'afin d'améliorer l'application de la justice en matière de délinquance, il y aurait tout lieu de réduire le nombre de structures administratives afin que restreintes à leur strict minimum, l'intervention auprès d'un juvénile en soit d'autant plus ponctuelle et efficiente. Dans cette optique, il me semble que le système de justice qui prévalait antérieurement à la Loi 24, moyennant des structures d'intervention minimale (policier, contentieux, tribunal) s'avérait un acquis qu'il faudrait reconsidérer.

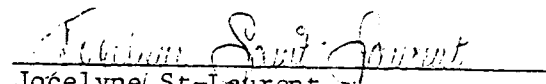
Par ailleurs, la sous-structure actuelle des multiples chambres d'audition qui prévaut au Tribunal de la Jeunesse de Montréal, devrait être repensée, parce qu'elle permet aux jeunes contrevenants, moyennant les délais encourus et l'hétérogénéité des décisions rendues à leur égard d'être convaincus de leur impunité totale, d'autant plus, quand la décision rendue parfois un (1) an après la première comparution, s'avère déphasée sinon hors d'ordre par rapport à l'éloignement du délit et à la problématique qu'ils présentaient. Comme d'ailleurs, la sous-structure actuelle démobilise les intervenants sociaux qui doivent suivre un adolescent devant 5, 6, 7 Juges différents, avant que suite à de multiples rapports complémentaires, une décision ne soit rendue.

Ce faisant, il y a peu être lieu de revenir au principe du Juge unique, qui entend toutes les causes relatives à un adolescent et qui me semble-t-il peut rendre, en raison de ses décisions antérieures, une nouvelle décision plus congruente et continue dans l'intérêt de l'adolescent.

D'ailleurs ce principe, au nom de l'équité se doit d'être reconnu puisqu'il s'applique dans tous les Tribunaux de la Jeunesse des autres districts judiciaires, où malgré l'avènement de la Loi 24, un seul Juge siège dans toutes les causes.

Enfin, il va de soi que les chevauchements de certains articles de la Loi 24 et de la Loi des Jeunes Délinquants auraient intérêt à être clarifiés quant à l'usage et/ou la prépondérance de l'un sur l'autre et ce dans l'intérêt de l'adolescent qui en fait odieusement l'objet, comme des parents et citoyens qui attendent devant cette succession de procédures légales que justice soit rendue et que les services qu'ils sont en droit de requérir soient fournis.

JST/fb


Jocelyne St-Laurent
Chef de division
Criminologue.

le 7 mai 1982.